

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

Victoire du hamburger ?

« Monsieur Lamy, allez-vous nous défendre contre l'AMI, ou son clône, lors du prochain round du millénaire, à Seattle ? » Cette question posée en direct par un auditeur, sur les ondes de France inter, à celui qui a été désigné pour devenir le Commissaire européen chargé de la politique commerciale, est tout à fait d'actualité. On vient en effet d'apprendre que les États-Unis n'admettent pas que les Européens puissent refuser d'importer leurs bœufs parce qu'ils sont engraisés avec des hormones probablement cancérigènes, et qu'ils ont décidé, en représailles, des sanctions douanières sur certains produits européens. La réponse de Pascal Lamy laisse peu d'espoir : « La libération du commerce, c'est bon pour la croissance, et la croissance, c'est bon pour l'emploi ». L'expert récite la leçon néo-libérale. C'est toujours la course en avant, en refusant d'en voir les conséquences, alors que chacun s'aperçoit que la croissance n'a jamais cessé, mais qu'elle ne crée pas les emplois annoncés. On voit bien que s'il y a une pseudo réduction du chômage, ce n'est que par création d'emplois précaires, et en nombre bien insuffisant : on dénombre 37 millions de personnes sans emploi dans les pays riches.

Mais pouvait-on espérer une autre attitude de l'ancien chef de cabinet de Jacques Delors, quand il était président de la Commission européenne (de 1985 à 1993) qui nous vaut cette Europe de la finance qui sévit aujourd'hui ? Il ne faut pas compter sur un énarque, ancien inspecteur général des finances et actuel directeur du Crédit Lyonnais (quelle belle référence!) pour faire prévaloir l'intérêt général, celui de la santé des hommes et de leur environnement, celui de la culture et d'un développement "durable", contre les marchés transnationaux. Pour se défendre les citoyens n'ont plus qu'à s'organiser, s'informer et se mobiliser jusqu'à faire passer leur détermination avant celle des négociateurs actuels de l'Organisation mondiale du commerce.

C'est dans cet esprit que nous avons participé aux Rencontres internationales organisées par ATTAC¹ sur le thème "La dictature des marchés ? Un autre monde est possible" fin juin à l'Université Paris VIII. L'affluence (plus de 1.200 délégués, alors que l'association n'avait qu'à peine un an) et la détermination des représentants venus de 80 pays, furent un encouragement, d'autant que les témoignages sur cette dictature étaient accablants (je pense, parmi tant d'autres, à celui de femmes venues du Tiers monde et à celui du Président de l'Assemblée législative de l'État brésilien du Minas Gerais), et que de nombreuses coordinations se sont établies. Il a été décidé de concrétiser cette mobilisation internationale au cours de la semaine incluant le 12

octobre prochain (journée contre la néo-colonisation) et le 17/10 (journée contre la misère), avec partout des interpellations pour dénoncer la stratégie des sociétés transnationales. Une autre journée de mobilisation aura lieu au moment de l'ouverture des négociations de l'OMC, le prochain dossier de notre journal sera consacré à ce qui s'y prépare et nous invitons à nouveau nos lecteurs à y collaborer².

La publication 1998 du rapport du Programme des Nations unies pour le développement vient renforcer nos convictions. Il constate que la production de produits de consommation a doublé depuis 1975, mais que l'augmentation de l'inégalité est foudroyante : l'écart entre les 5% les plus riches et les 5% les plus pauvres qui était de 30 à 1 en 1960 est maintenant de 74 à 1. Plus d'un milliard de personnes n'ont pas les moyens de satisfaire leurs besoins essentiels de consommation, pas accès à l'eau potable et aux services modernes de santé. Un nouvel "indice de pauvreté" (IPH-2) révèle que les pays industrialisés comptent entre 7 et 17% de pauvres, et que c'est dans le plus riche d'entre eux, les États-Unis, que la pauvreté humaine est la plus répandue. Enfin le PNUD a fait une découverte : les progrès liés aux évolutions technologiques, dont celle de l'information, moteur du développement, sont inégalement répartis...

Marie-Louise Duboin.

1. Sur la création de cette association lire l'éditorial de notre N°978.

2. Date limite pour la réception des manuscrits : 10 septembre 1999.

S O M M A I R E

	ACTUALITÉ
1	éditorial
3	Au fil des jours
8	Tobin des bois...
	ACTIONS CITOYENNES
2	Déclaration à signer
	RÉFLEXIONS
4	Merci, patrons !
9	Un café pour Socrate
10	L'an 2.100
	LECTURES
7	Le travail et la rareté
	OPINIONS
11	La démocratie partagée
12	Tribune libre
14-15	Courrier des lecteurs

Comme déjà plus de 700 organisations dans 73 pays, la GR-ED a signé la déclaration ci-dessous pour la mise en place d'un moratoire sur toute nouvelle négociation qui viserait à introduire de nouveaux secteurs dans l'OMC ou à étendre la libéralisation des secteurs qui y sont. Elle demande en outre une évaluation des politiques appliquées par l'OMC, comme il était prévu et inscrit dans les statuts lors de la transformation du GATT en OMC, en lien avec les ONG. Vu l'importance de l'enjeu, nos lecteurs sont vivement invités à la faire signer par tous les organismes ayant la personnalité morale (associations, ONG, syndicats, structures professionnelles, mairies, collectivités locales, etc.) avec lesquels ils sont en relation. Bien entendu, ils peuvent aussi la signer à titre individuel.

D É C L A R A T I O N

des membres de la société civile internationale s'opposant aux négociations de commerce du cycle du millénaire

En novembre 1999, les gouvernements du monde vont se réunir à Seattle pour la troisième conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Nous, membres de la société civile internationale, signataires de cet appel, nous opposons aux efforts déployés pour étendre le pouvoir de l'OMC au cours d'un nouveau cycle de négociations commerciales dites "englobantes". Nous considérons au contraire que les gouvernements doivent rectifier les déficiences du système et le fonctionnement de l'OMC.

Le cycle de l'Uruguay et l'établissement de l'OMC ont été annoncés comme le moyen de développer une prospérité et une richesse mondiales et de promouvoir le bien-être de toutes les personnes dans tous les pays. Mais en réalité, au cours des cinq dernières années, l'OMC a contribué à la concentration de la richesse entre les mains d'une minorité de riches, développant, outre des modèles non-durables de production, la pauvreté pour la majorité de la population du monde.

Les accords issus du cycle de l'Uruguay ont été principalement orientés vers l'ouverture des marchés au bénéfice des entreprises transnationales aux dépens des économies nationales, des agriculteurs et autres travailleurs, et de l'environnement.

En plus, le fonctionnement, les règles et les procédures de l'OMC sont anti-démocratiques et non-transparents. Son action a marginalisé la majorité des êtres humains et elle n'a pas de compte à rendre. Tout cela a pris place dans un contexte d'instabilité économique mondiale grandissante, d'effondrement des économies nationales, d'accroissement des inégalités à la fois dans et entre les nations, et d'accentuation des dégradations environnementale et sociale.

Les gouvernements qui dominent l'OMC, et les

entreprises transnationales qui ont bénéficié de l'OMC, ont refusé de reconnaître et de régler ces problèmes. Ils poussent au contraire à une libéralisation accrue qui mènerait à l'exacerbation de la crise liée à ces processus de mondialisation.

Nous nous opposons à toutes les négociations allant dans le sens de cette libéralisation, spécialement celles qui visent à introduire sous la tutelle de l'OMC de nouveaux secteurs tels que l'investissement,

la concurrence et les marchés publics. Nous nous opposons en particulier aux accords sur des droits du commerce sur la propriété intellectuelle (TRIP*).

Nous appelons à un moratoire de toutes les négociations qui étendent la portée et le pouvoir de l'OMC. Une révision et une évaluation complètes et approfondies des accords existants doivent être menées pendant ce moratoire. D'importantes avancées doivent être effectuées

pour réformer les accords et permettre d'évaluer l'impact de l'OMC sur les communautés marginalisées, le développement, la démocratie, l'environnement, la santé, les droits humains, les règles du travail et les droits des femmes et des enfants.

Cette réforme doit être conduite avec la pleine participation de la société civile.

L'échec de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement au sein de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique a démontré l'opposition d'un large public à la déréglementation de l'économie mondiale, à la domination croissante des entreprises transnationales et à l'aggravation de la dégradation de l'environnement et des ressources qui en découle.

Une réforme doit au contraire donner à la société l'opportunité de développer un autre système international d'investissements liés au commerce alternatif, humain et durable.

*Les signatures
doivent être adressées à la
représentante en Angleterre
des Amis de la Terre,
Mme Ronnie Hall,
26-28 Underwood Street,
Londres N1 7JQ,
Royaume Uni,
tél: 44 17 14 90 15 55 ,
courriel :
<ronnieh@foe.co.uk>.*

* TRIP =
Trade
rights on
intellectual
property.



Trop d'impôts en France...

«Nous allons nous installer en Angleterre parce que les charges sociales et les impôts y sont moins élevés.» (refrain connu des chefs d'entreprises). Oui mais : en Grande Bretagne, au cours des trois premiers mois de l'année, le nombre des faillites d'entreprises a augmenté de 24% par rapport au dernier trimestre de 1998 (étude publiée par le cabinet d'audit international KPMG Corporate Recovery) tandis qu'en France, les défaillances d'entreprises, déjà en fort recul en 1998, ont diminué de 11,6% par rapport à la même période, selon les données publiées par Dun and Bradstreet, France, (tiens, une société britannique installée en France !).

* * *

Les cadres enfin conscients ?

Notre syndicat « doit s'opposer à la marche vers la financiarisation absolue de notre économie ». Contrairement à ce que vous pourriez croire, le syndicat en question n'est pas la CGT mais la Confédération Française des Cadres (CFE-CGC). Son nouveau président, M. Cazettes, veut en faire un syndicat de proposition pour avancer des "solutions concrètes" comme les 35 heures pour les cadres ou la "très bonne formule" de la taxe Tobin pour limiter les mouvements de capitaux spéculatifs. Il s'est violemment attaqué à la « tyrannie du marché, ce monstre froid, anonyme, virtuel, auquel tout doit être subordonné » et à la « logique suicidaire » des employeurs « qui se servent de salariés comme d'une variable d'ajustement. »

Le ton des délégués au congrès qui a porté M. Cazettes à la tête du syndicat était à l'unisson, comme en témoignent les extraits suivants : «Le cadres ne croient plus en leur entreprise», «nous sommes arrivés au point de rupture», «face à la dictature des actionnaires qui veulent toujours plus de profits, l'encadrement n'échappe plus à la maltraitance générale du monde des salariés... Dans cette vertigineuse descente aux enfers, ils ne doivent plus servir d'alibi à la multiplication des restructurations¹»

* * *

Jamais contents les "experts"...

Lors du dernier sommet du G 7, qui s'est tenu à Cologne le 18 juin, la hausse surprise de 7,9% de la croissance japonaise au premier trimestre 99 a été saluée, comme il convient : 900 fusions et acquisitions au Japon en 1998, déréglementation, recherche de la rentabilité, augmentation de la flexibilité, subventions aux nouvelles technologies..., bref, tout indique qu'une nouvelle dynamique de croissance est en place, favorisant l'émergence d'un nouveau capitalisme nippon. Tous ces bons résultats ne pou-

vaient donc que réjouir les chefs d'état des pays du G 7 (ou G 8, quand on ose y faire participer la Russie !). Ils se sont donc réjouis... mais les "experts" ont aussitôt souligné les risques de déstabilisation du système financier liés à l'accélération de la croissance en Europe et au violent "rebond" de l'activité au Japon qui pourrait provoquer un rapatriement massif des capitaux contrôlés par les investisseurs nippons à l'étranger, qui détiennent, entre autres, plus du quart de la dette américaine. Un tel rapatriement serait une catastrophe pour l'économie des États-Unis qui vit dans "une orgie de crédits" et dont le déficit des comptes extérieurs atteint des niveaux records (68,6 milliards de dollars au premier trimestre). On verrait alors une vive remontée des taux d'intérêts qui serait fatale au "miracle économique" américains, à Wall-Street et au dollar fort... «Les leçons du passé n'incitent pas à l'optimisme¹».

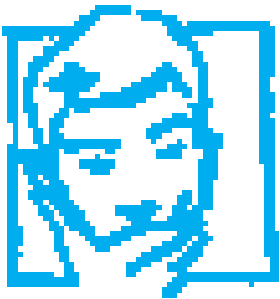
* * *

Tony Blair ?

«Il fait partie de la même classe sociale que Mme Thatcher... Tony Blair et son parti, le Labour, ont clairement annoncé qu'ils formeraient un gouvernement se consacrant au business, aux mouvements de l'argent. C'est un gouvernement pour les capitalistes et le capital. Les gens ordinaires ne verront aucun changement... Rien n'a changé socialement en Grande-Bretagne. Il n'y a qu'une petite différence entre l'ultra libérale Mme Thatcher et le socialiste Tony Blair : l'image de marque de Tony Blair est plus douce, plus agréable, plus "publicitaire"... Ces deux chefs de gouvernement sont les mêmes. Exactement les mêmes. Ils ont la même philosophie dans la manière de pratiquer la politique... Lorsque j'entends des ministres socialistes dire : "OK, on vous crée un emploi... flexible. Mais il est temporaire, à contrat déterminé, et vous devez accepter d'être moins payé que la normale. Sacrifiez-vous pour que notre balance des paiements soit en bonus !" - c'est un discours courant, n'est-ce pas ? je hurle. Car ce genre de discours fait que les employés se nuisent les uns aux autres en acceptant des conditions de travail anormales pour la simple raison que, s'ils les refusent, un autre prendra immédiatement la place. Un peu de solidarité, que diable ! C'est ensemble qu'on est fort... En Angleterre, on n'a pas un Le Pen. Mais l'extrême droite n'en a pas besoin : les employeurs font son boulot en sous-payant les travailleurs et en les traitant comme des va-nu-pieds. Le fascisme n'a pas toujours besoin d'avoir un drapeau pour exister ! La solution ? Que la classe des travailleurs invente un parti politique fort, vraiment fait pour eux». (Ken Loach, cinéaste britannique bien connu). Pas étonnant donc que la droite française s'enthousiasme pour le "socialisme moderne" de Tony Blair.

Jean-Pierre Mon.

1. Le Monde
20-21/6/99.



Merci, patrons !

Dans un sketch de Fernand Raynaud des années soixante, à un de ses ouvriers venu demander de l'augmentation en exposant ses fins de mois difficiles, son patron compatissant finissait par proposer de lui trouver un loyer moins cher.

par Paul Vincent

Le vice-président du MEDEF et président tout court de l'Association nationale des industries agroalimentaires, Victor Scherrer, vient de faire encore plus fort comme dégageant en touche. Interrogé à Europe 1 concernant les différents dangers pour la santé générés par ce secteur et illustrés par de récents scandales, voici quelle est son idée sur la question :

«Le premier facteur de risque, il faut le rappeler, c'est quand même le consommateur qui gère plus ou moins bien son réfrigérateur, qui se lave ou non les mains avant de manger, etc.»

Comme le fait remarquer *Le Canard enchaîné*, pour ce qui est de se laver les mains, il n'y a aucune crainte à avoir pour lui.

Un autre patron qui ne manque pas de culot, en dehors des fabricants de cigarettes, c'est ce constructeur allemand de grosses bagnoles qui veut nous persuader pour notre bien qu'on est plus en sécurité à 200 à l'heure parce qu'on est obligé de faire attention qu'à 100 à l'heure où l'on risque de s'endormir. En présentant le problème d'une certaine façon, je peux même l'aider à donner à ses intuitions une base logique et mathématique. Il est indéniable que, si les gens roulent deux fois plus vite, ils seront deux fois moins longtemps sur la route pour un même trajet, donc exposés deux fois moins longtemps à ses dangers. Et c'est un raisonnement qu'on peut étendre de façon encore plus démonstrative au franchissement des carrefours. Plus vous les franchissez vite, moins vous risquez d'entrer en collision avec des véhicules roulant transversalement, surtout si eux-mêmes roulent aussi très vite.

Ce qui n'a pas besoin de démonstration, c'est que ces braves gens pensent surtout à leurs intérêts. J'ai tout de suite été vacciné là-dessus dès les débuts de ma carrière. J'avais été engagé comme ingénieur technico-commercial chez un grand équipementier du secteur automobile qui, il y a de cela une cinquantaine d'années, était le premier à vendre des ceintures de sécurité pour les voitures. Il avait tout simplement pris la licence, sous la marque Air France, de celles existant déjà

dans le transport aérien. Malgré une publicité effrénée et souvent touchante du genre : *«La guerre a fait suffisamment de victimes... Votre vie nous est précieuse»*, *«Pensez à votre famille»*, etc., au début 10 à 15% seulement des automobilistes en équipaient leurs

véhicules. A l'issue de la réunion annuelle des cadres au cours de laquelle notre PDG nous avait fièrement annoncé que, pour conforter leur action de lobbying, ils avaient fait entrer un sénateur au Conseil d'Administration, lorsqu'on me présenta à lui j'avais déjà une suggestion à lui faire qui me vaudrait, je n'en doutais pas, de lui apparaître comme une brillante recrue.

«Monsieur le Président, puisque notre Société est si bien défendue au Parlement, pourquoi n'essayez-vous pas de faire passer une loi rendant la ceinture de sécurité obligatoire et montée de série sur tous les véhicules neufs?»

Ce ne fut pas le succès escompté.

«Mais vous êtes fou ! Nous serions alors obligés de les vendre aux Constructeurs, et on aurait en face de nous des acheteurs tout puissants comme ceux de Renault ou de Citroën qui n'arrêtent pas de rogner nos marges. C'est beaucoup plus intéressant d'équiper ne serait-ce que 10% du parc par l'intermédiaire des garagistes».

Après cette sévère remise en place, tout le monde me regardait avec commisération, admirant le stratège qui manageait si intelligemment les intérêts de la Société. Il y avait bien une certaine contradiction, qui aurait pu choquer, avec les thèmes humanistes de toutes ses campagnes publicitaires, aussi bien pour les freins, autre produit de la Maison, que pour les ceintures de sécurité, mais on ne se souciait pas alors de faire des efforts de crédibilité pour apparaître comme une entreprise "citoyenne".

Je dois dire que, débarquant avec ma formation d'ingénieur, qui n'assignait à mon action qu'une finalité de "progrès", j'étais surpris par des calculs aussi mesquins et qui allaient manifestement à l'encontre de l'intérêt général. C'était l'époque où un professeur de Grande Ecole faisait sensation en mettant en tête de son cours, au contenu exclusivement technologique, cette définition audacieuse, mais ô combien prémonitoire du déclin ultérieur de notre industrie lourde : *« La sidérurgie est l'art de gagner de l'argent en fabriquant de l'acier. »*



* Allusion au livre de S.Halimi "Les nouveaux chiens de garde du capitalisme" où il décrit l'attitude de certains journalistes.

Tobin des bois et les nouveaux chiens de garde*

Dans l'*Express économie* du 24 juin dernier, Corinne Lhaïk a choisi cette arme dangereuse qu'est l'ironie¹, pour rendre compte de l'audience progressive d'Attac. Le titre de son article, un tantinet racoleur : « *Attac contre le supermarché* » est, si l'on comprend

par Jean Auribault

bien son humour, un jeu de mots à double entrée : *supermarché* ATAC (avec un seul t !) qui intente un procès à ATTAC (avec 2 t !) pour une question d'antériorité du nom, et le grand *supermarché* (sous-entendu, libéral). Quant aux partisans de la taxe Tobin, les voilà baptisés « *Robin des bois du XXI^{ème} siècle*. » Ironie pour ironie, je n'ai pu me retenir d'adopter un titre résolument provocateur !

Je ne polémiquerai pas sur le début de l'article, digne des nouveaux chiens de garde du libéralisme, et je vous laisse goûter ce pathos : « "Donnez-moi un point d'appui, et je soulèverai le monde", promettait Archimède. L'organisation AtTAC croit avoir trouvé le sien : une taxe sur la spéculation. Ni insecticide [?] ni supermarché [?] ... l'Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux citoyens emprunte les méthodes de ses ennemis : marketing et nouvelles technologies. Avec succès. »

Le *Monde Diplomatique* n'est, bien sûr, pas épargné : « Ignacio Ramonet s'en prend aux marchés financiers, un fond de commerce traditionnel du mensuel. Cette fois, il lance une idée simple, donc séduisante : prendre aux "méchants" — les spéculateurs — pour donner aux "gentils", les pauvres. » Devant une telle présentation de l'idée simple, ma vulgarité ressort : chère Corinne, vous surfez au raz des pâquerettes !

Mais qui sont ces ennemis qui sifflent sur nos têtes ? Soyons précis, les maîtres de l'économie à visage aimable qui se concertent à Davos tous les ans (ceux que Julio Cortazar nommait les "fameux"). Mais qu'y a-t-il de critiquable à utiliser leurs méthodes ? En sont-ils actionnaires ? D'autant qu'il faut très vite élargir l'audience avant que l'araignée libérale n'ait tissé sa toile autour d'Internet. Car, lorsqu'on entend Jean Marie Messier évoquer, sur *France Inter*, le 6 juillet dernier, les appétits de Vivendi concernant Internet (après avoir déjà pris le contrôle d'Havas, donc de la grande presse) et ses négociations avec Robert Murdoch, les moyens de communication d'ATTAC paraissent bien dérisoires. Si malgré ses faibles moyens, la proposi-

tion d'ATTAC se trouve confortée par le vote des parlements canadien et finlandais en faveur de la taxe Tobin, et si un comité de 60 parlementaires s'est constitué à l'Assemblée Nationale, c'est « *qu'il existe une vraie envie, partout, d'actions "contre la mondialisation*

néo-libérale"². » Pour rester dans le ton employé par cette journaliste, j'aimerais simplement lui dire que « *les chiens de garde de la pensée unique aboient... la caravane des Tobin des bois passe !* » Elle reconnaît d'ailleurs implicitement que le message passe, puisque les méthodes utilisées par ATTAC sont appliquées, selon elle, « *avec succès* ».

Cette diatribe reflète bien l'esprit actuel de l'ensemble de la presse et de l'*Express*, en particulier. Nous sommes bien éloignés de celui de son fondateur, J.J.Servan Schreiber. En 1972, il estimait³, que si le défi subsiste, « *il n'est plus entièrement américain* », parce que l'on est maintenant face à un « *défi des sociétés multinationales à la souveraineté politique des pays* ». Il concluait que les États-Unis et l'Europe devaient répondre ensemble à ce défi, non pas pour démanteler les sociétés multinationales, facteur de progrès (on ne pouvait pas demander à J.J.S.S. d'être d'avant garde !), mais pour les plier à un certain nombre de règles internationales, sinon « *l'opinion publique des différents pays se révoltera contre leur excès de puissance* . »

Ne croyez-vous pas, chère Corinne Lhaïk, que nous sommes arrivés à ce point de non-retour ? Car depuis 1972, toutes les occasions de mettre au pas les multinationales ont été manquées. Je n'en citerai qu'une seule, juste après cette interview de J.J.S.S. En décembre 1972, le Président Salvador Allende, prononçait devant la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement ces mots : « *Les marchands n'ont pas de patrie. La terre où ils vivent n'est pas pour eux une attache. Tout ce qui les intéresse, c'est où ils puisent leurs profits. Cette phrase n'est pas de moi, elle est de Jefferson... mon pays est en butte à des forces qui agissent dans la pénombre, sans drapeau, mais munies d'armes puissantes et postées aux lieux stratégiques les plus divers.* »

Cette vérité n'était pas bonne à dire, les agresseurs agissent vite (ITT, Kennecott Copper Corporation et les banques privées étrangères coupèrent les crédits). La suite fût tragique : assassinat de Salvador Allende en septembre

1. Bien qu'un journaliste écrive pour gagner sa vie, nous suggérons à Corinne Lhaïk de méditer ce qu'écrivait Jankélévitch, dans son petit livre consacré à l'ironie : « *L'ironiste ressemble à ces provocateurs qui, pour avoir joué leur rôle avec un peu trop d'ardeur, finissent par ne plus savoir eux-mêmes s'ils travaillent avec la police ou avec les révolutionnaires : à force de manger à deux râteliers, ils perdent de vue le "système de référence" et ils trompent tout le monde.. L'ironiste, jouant double jeu, appartient à ce troupeau ambigu des menteurs sincères qui fait le désespoir du dogmatisme et qui est à mi-chemin entre l'illusion et la vérité, entre l'hypocrisie et la bonne foi.* »
2. *Le Monde* du 25 juin 1999.
3. Interview à l'hebdomadaire *Business Week* en octobre 1972, au sujet de son livre *Le Défi américain*, publié cinq ans plus tôt.

pour que nos nouveaux chiens de garde
n'oublient pas :

La United Fruit Co

Quand sonnèrent les trompettes,
tout était prêt sur la terre,
et Jéhova partagea le monde
entre la Coca-Cola Inc.,
la Anaconda,
la Ford Motors
et quelques autres Sociétés.
La United Fruit Co
se réserva le plus juteux,
la côte centrale de ma terre,
la douce ceinture de l'Amérique.

* **

Pendant ce temps,
dans les abîmes sucrés des ports,
des Indiens tombent
dans la vapeur du matin:
un corps roule,
une chose sans nom,
un numéro détaché,
une grappe de fruits morts
renversée sur le pourrissoir.

Extraits du *Canto general*
de Pablo Neruda.

- ● ● 1973, et instauration de la dictature d'Augusto Pinochet, qui n'avait rien à envier à celle de Milosevic ! Comme l'écrit Armand Mattelart⁴ : « *Le Chili aura le triste privilège de servir de laboratoire grandeur nature au modèle néo-libéral d'intégration à l'ordre global.* » Il semble bien que ce modèle testé au Chili ait donné toute satisfaction aux nouveaux "méchants". Mais les hot dogs américains n'ont pas fini de nous étonner, et Thomas Friedman, l'un des éditorialistes du *New York Times* s'intronise chantre de la mondialisation en publiant *The Lexus and the Olive*⁵. Retenons de l'analyse qu'en fait Thomas C. Frank « que l'auteur ima-

4. *Le Monde Diplomatique* de juillet 1999 : "Et le *New York Times* imagine notre avenir".

5. *Histoire de l'utopie planétaire*. Ed. La découverte, 1999.

gine les États du monde aussi sagement réunis devant lui que les cours de la Bourse sur la page d'un quotidien financier. Et souverain, il dispose du pouvoir de recommander qu'on "achète" certains et qu'on "vende" les autres.» Et de préciser « qu'il ne s'agit plus alors de citoyenneté ni de bien commun, mais d'argent : c'est le "dollar égale une voix" (soit: l'euro égale une voix, au cours du jour !), système par lequel le marché et les intérêts industriels privés décident - naturellement et justement - ce que chacun d'entre nous est désormais tenu de faire. Dans ces conditions, alors même que Thomas Friedman ne cesse d'exalter le Peuple, enfin libéré, à l'en croire, des contraintes ancestrales, étatiques et nationales, il nous prévient que le vrai maître, le marché, n'acceptera plus que l'action de nos gouvernants déborde du cadre infiniment contraignant des opinions autorisées. »

Si vous le permettez, chère Corinne Lhaïk, plutôt que votre titre racoleur, j'emprunterai celui d'une nouvelle de l'écrivain argentin Julio Cortazar : *Fantomas contra los vampiros multinationales*, et ce sous-titre : *utopia realizable*. Car les propositions d'ATTAC sont réalisables, si tous les gars du monde veulent se donner la main. Vivre en démocratie réclame une forte dose de lucidité, face au conditionnement médiatique que vous et certains de vos confrères nous imposez. Reconnaissez qu'il faut du courage pour engager un combat contre les Puissants. Alors, soyez plus généreuse envers "les Robins des bois", ou du moins plus respectueuse de ceux qui ne partagent pas votre pensée unique. Peut-être que la lecture du *Monde* du 25 juin vous montrerait comment relater les faits avec objectivité et sobriété. Ainsi, votre consoeur Caroline Monnot titre simplement : « *Les partisans de la "taxe Tobin" veulent élargir leur combat contre la "mondialisation néo-libérale"* ».

Et si vos loisirs le permettent, lisez la brève de la *Grande Relève* de juillet 1999, qui fait un point précis et concis de l'action d'ATTAC. Une lecture du *Monde* du 22 juin, ne serait pas non plus inutile, un très bon article de Bernard Kapp, intitulé « *Jacques Duboin, le dernier des utopistes* » vous sortirait de la pensée unique, qui conduit aux idées courtes.

Un seul point me paraît positif, dans votre article, c'est le constat qu'ATTAC « *renouvelle le militantisme* ». Alors, militons, militons...

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève.

Cl. Notot 70 - L. Princivalle 70 - M. Quinet 70 - J. Eveillé 90 - J. Terrier 170 - R. Lextray 170 - Mlle Gaudry 100 - M. Steudler 230 - J. Decobert 20 - A. Humbert 70.

Total 1.060 francs.

Merci à tous !

Cette souscription permanente permet d'assurer le service gratuit du journal à ceux des lecteurs intéressés mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !



L'article de Bernard Kapp, «*Jacques Duboin, le dernier des utopistes*», publié dans *Le Monde* du 22 juin dernier, nous a valu beaucoup de courrier, auquel nous avons répondu avec plaisir. Au milieu de ce courrier, un livre¹, dont le titre est «*Labeur et rareté*» et dont la quatrième de couverture explique que son auteur, FABIO R. FIALLO, est économiste. Et pourtant, ô surprise, il propose en sous titre «*une révolution copernicienne en économie*». C'est donc avec une vive curiosité que nous nous y sommes plongés.

Labeur et rareté

La spécialité de l'auteur, l'analyse économique, est pour lui dans la même situation que l'astronomie à la veille de Copernic, elle se voit obligée de dresser un constat d'impuissance. *Impuissance d'agir, impuissance de prévoir, impuissance même de comprendre. Agir : les remèdes se succèdent sans que pour autant chômage, pauvreté, gaspillage et pollution soient maîtrisés. Prévoir : les modèles économétriques, malgré leur haut degré de sophistication et de rigueur, ne s'avèrent guère plus capables d'anticiper les grandes tendances que l'astrologie et la cartomancie traditionnelles. Comprendre : les différentes théories proposées doivent endurer mille et une nuances afin de pouvoir survivre face aux conditions réellement existantes dans l'économie d'aujourd'hui... Aussi les déboires du rêve d'abondance appellent à une révision critique des postulats fondamentaux de l'analyse économique. Les doctrines partent toutes de la même hypothèse ancestrale que le travail, le labeur, est une conséquence de la rareté, qu'il sert à vaincre celle-ci. Il a toujours été présenté comme étant la réponse naturelle, donc nécessaire à la rareté, et si le contraire apparaît, ses défenseurs prétendent que ce sont des entraves à la loi du marché qui entament le caractère rationnel de l'activité économique ! *Le moment est venu*, dit notre auteur en avant-propos, *d'entreprendre un examen critique des fondements de l'économie. Autour de quoi s'organise-t-elle ? Quel est le vrai centre gravitationnel de la production ? Le labeur a-t-il pour but de maîtriser la rareté ou plutôt de se reproduire lui-même ?**

Son livre commence donc par un aperçu des problèmes engendrés par l'intégrisme panéconomiste, suivi d'une revue fort bien documentée des idées maîtresses de l'analyse économique au cours de l'histoire. De façon très originale, celle-ci est présentée comme une rivalité entre Apollon et Dionysos. Le siècle des Lumières est caractérisé par l'harmonie, la recherche de l'équilibre, qui peuvent être décrits comme le règne d'Apollon, la question centrale étant alors *non de savoir si le système pourrait croître, mais plutôt s'il pouvait vivre* ; A. Smith puis J.S. Mill anticipèrent l'avènement d'un état stationnaire que le second attendait même comme une délivrance : *le moment serait arrivé pour que les hommes se détachent de la lutte pour l'avancement matériel et se consacrent à des tâches plus transcendantes*. Mais au début du XX^e siècle, le paradigme de l'équilibre a manqué le rendez-vous des mutations industrielles en négligeant l'importance et

les possibilités du progrès technologique, "un manque complet d'imagination" dira Schumpeter. Apollon perd son hégémonie au profit de Dionysos : c'est l'époque des grandes déchirures et des grands bouleversements dans tous les domaines : *on entraine en un siècle à l'orée duquel la raison universelle ne se dressait plus pour donner aux hommes confiance, méthodes et doctrines... La crise que traversait l'économie n'était qu'une facette d'un bouleversement global, politique, social, technologique, culturel*. L'analyse économique ne pouvait rester accrochée à un paradigme désuet, il fallait regarder autrement, à l'aide de nouvelles analogies. C'est ce que l'analyse économique fera en relativisant la notion d'équilibre, reléguée à un plan subalterne dans le nouveau paradigme, dionysiaque cette fois, qui sortira de ces bouleversements : le paradigme de la maximisation, maximisation du profit (école néo-classique), maximisation de l'emploi des facteurs de production (Keynes), maximisation de l'expansion économique à travers le temps (théories de la croissance) et les principes du libéralisme économique sont revenus à la mode et inspirent aujourd'hui bon nombre de nos responsables.

Le chapitre 4 concerne "Le crépuscule des axiomes" il s'agit d'introduire le cheval de Troie de la contestation dans la citadelle de certitudes sacrées, jusqu'ici inexpugnable, qu'est l'analyse économique. L'auteur invite ses collègues à remettre en question certains postulats. D'abord la rationalité des agents économiques : *Est-il possible de continuer d'étayer l'analyse économique sur une prétendue rationalité, à l'heure où le gaspillage et la pauvreté s'adonnent à un cohabitation scandaleuse ? Le désir effréné d'acquisition et d'utilisation de gadgets, aux dépens de l'élargissement du temps libre, est-il rationnel ?* Puis la croissance, censée accroître la richesse et le bien-être : *En économie, l'idée de progrès est généralement identifiée, voire réduite, à la notion de croissance, d'expansion soutenue du produit matériel*. Cette croissance a été considérée comme une valeur, aussi bien par les mercantilistes, que les physiocrates, par Marx et Engels aussi bien que par Keynes et Kondratieff. Pourtant *Comment pouvons-nous nous accrocher à cette foi dans la croissance, alors que les faits opiniâtres la mettent sérieusement en question ?* Enfin le postulat de la rareté, dont la conception se trouve sous-jacente à la théorie classique de la valeur-travail : *Peut-on continuer à croire que l'économie, le labeur, a pour but de vaincre la rareté et nous emmener par là même à la société*

1. publié à Genève par les éditions du Tricorne, en 1989





d'abondance ?... La crise de l'intégrisme panéconomiste est en elle-même une manifestation du fait que la surcharge de l'économie, du labour, crée autant de rareté que d'abondance.

À quoi bon poursuivre cette alchimie inutile qui, faisant de nouveaux amalgames à partir de postulats décrépits, ne parvient pas à proposer des remèdes efficaces ? Bref, pourquoi ne pas changer de référentiel ? Changer la façon de raisonner en économie a pourtant, souligne notre auteur, été mieux perçue par des non-spécialistes, plus aptes à prendre du recul; il cite à ce propos le sociologue Ivan Illich et le physicien Fritjof Capra. Chercher des explications alternatives à partir d'hypothèses admises est une chose, mais prendre conscience de ces hypothèses et les réviser en conséquence est tout autre chose, il faut pousser l'imagination et l'esprit critique au delà des hypothèses conventionnelles, en ayant soin que ces créations se conforment aux faits observés : *Regarder autrement, mettre de côté les postulats, ... relire les observations... voilà la tâche que devra accomplir l'analyse économique si elle veut sortir de l'impasse où elle se trouve aujourd'hui.* R.Fiallo a conscience du poids de l'habitude et aussi de la peur de la liberté, car le labour tend à remplir un vide existentiel. *Comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques ?* demandait Keynes. *Mais ce qui est le plus grave, c'est que, au fur et à mesure que le progrès technologique accroît la productivité du travail... le maintien du labour aux niveaux habituels entraîne une surexploitation des ressources naturelles et une détérioration écologique qui risquent d'affecter les conditions de vie futures... Pouvons-nous rester impassibles face à l'aliénation de notre temps et de nos énergies ? Une aliénation et un gaspillage qui sont la conséquence*

de notre propre conduite. Et l'enjeu est grave... Le défi est de taille... L'emprise du labour a de profondes racines...

Mais que propose alors notre économiste lucide ? En gros, d'être raisonnables. Pour un retour d'Apollon, il faut la modération plutôt que l'ivresse, car c'est de sobriété que l'économie a besoin en cette fin de siècle. Il faut que l'économie ait de nouveaux objectifs, tels qu'éradiquer la faim et la misère de la surface du monde, assurer la santé et l'éducation pour tous, réduire la pollution, économiser les ressources non renouvelables, etc. etc. Nous sommes bien d'accord, mais comment ? La réponse n'est que très peu abordée et seulement en vitesse, dans les dix dernières pages du livre : en comptabilisant autrement, en agissant sur les prix, en réduisant le temps de travail, en incitant les consommateurs à plus de frugalité et en modifiant la répartition des revenus. On trouve bien, dans ces timides propositions, quelques remarques constructives, par exemple, qu'il faut cesser de confondre valeur et richesse, ou le fait que *les prix, qui découlent aujourd'hui du jeu de l'offre et de la demande, sont déterminés principalement par des considérations de court terme.* Mais la réplique suggérée n'est qu'une parade : créer des taxes anti-pollution, promouvoir des transports collectifs et développer des services de réparation, mesures qu'il est bien difficile de faire admettre dans le contexte de compétitivité actuelle, si celle-ci n'est pas remise en question. Pour appuyer l'idée qu'il faut réduire le temps de travail, notre économiste souligne *qu'on sait parfaitement, maintenant, que le développement qui va s'accélérer, de l'automatisation, crée beaucoup moins d'emplois qu'il n'en conduit à disparaître : un pour environ quatre qu'il supprime.* Il rappelle que *l'objectif d'une société qui veut libérer l'homme... n'est pas de créer un maximum d'emplois... Il est de satisfaire les besoins que cette société se fixe démocratiquement, en connaissance de cause, avec le minimum d'effort collectif partagé entre tous.* Et pourtant, il ne remet pas clairement en question le salariat. Il parle plus loin d'une répartition démocratique des revenus, mais ne sort pas d'une REDistribution.

Pourquoi ? Vraisemblablement parce que, comme tant de ses semblables, il n'ose pas aller jusqu'à aborder les problèmes liés à la monnaie sous sa forme actuelle. Le pouvoir de création monétaire ne fait pas partie de ce qu'il remet en question. Il ne voit pas que l'obligation de croissance (que par ailleurs il dénonce) est inhérente au fait que notre monnaie est créée sous forme de dettes, pour être remboursée à intérêts. Et quand il rêve d'une meilleure répartition des revenus, il ne voit pas que c'est ainsi que "l'argent va à l'argent" suivant les critères qui sévissent dans la création des crédits bancaires, qui représentent, il faut le lui rappeler, 85% de notre masse monétaire.

Mais F.R.Fiallo fait preuve de tant de courage pour remettre en question les postulats communément admis par ses confrères qu'on peut espérer qu'il osera aller plus loin.

M-L D.

Pour réveiller un ami !

Un livre très pédagogique et facile à lire vient de sortir en juin :

**La modialisation
racontée à ceux qui la subissent¹**

Le héros de ce roman pourrait être un de vos amis, qui ne se doute pas du tout que le monde vient de tellement changer qu'il aurait tort de ne pas voir que des risques nouveaux l'entourent. Il ne s'agit pas de l'affoler, mais de l'amener petit à petit, comme on mène une enquête policière, à faire des découvertes qui le touchent pourtant de très près. Offrez-le à ceux qui croient que la mondialisation, menée par l'idéologie ultra libérale et productiviste, est à la fois une nécessité et la solution à tous les problèmes actuels. Ils se diront peut-être que tout ce que les médias présentent comme "la modernité" n'est peut-être pas souhaitable.

Et alors, s'ils veulent choisir eux-mêmes un autre avenir, s'ils souhaitent une autre société, un autre système que celui qui mène à son autodestruction, vous pourrez sans doute les inciter à venir partager nos réflexions...

1. par
Hervé René
Martin,
éditions Climats,
470 Chemin des pins,
34170 Castelnau-le-Lez.
(173 pages,
format 11x17,
prix 60 francs).

De la chute d'Athènes au 21ème siècle

La démocratie athénienne reste pour beaucoup un modèle avec ses *agora* où tous les citoyens participent à la "gestion" de la cité. Bien sûr, il y a aussi les esclaves, qui, eux, ne sont pas des citoyens et n'ont pas leur mot à dire. Ce sont les "robots" de l'Antiquité, ceux qui travaillent, ceux qui assurent la production dont ont besoin les citoyens. En cette fin de vingtième siècle, à part quelques déplorables exceptions, les esclaves ont été remplacés par des robots mécaniques, électriques, électroniques, informatisés dont le potentiel de production est sans commune mesure avec celui des hommes de l'Antiquité. Mais avec eux est né le chômage de masse parce qu'ils sont utilisés au seul bénéfice de quelques uns. Aussi voit-on se creuser de jour en jour l'écart entre riches et pauvres à l'intérieur d'un même pays et entre pays "développés" et "sous-développés". Le dernier rapport du PNUD est à cet égard extrêmement alarmant : si les pays occidentaux persistent à poursuivre leur type de développement, le monde court à la catastrophe.

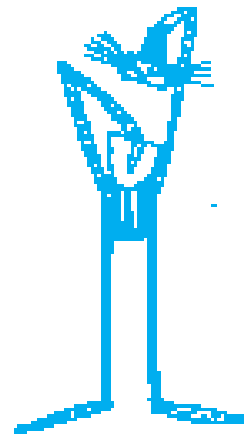
Pour nous, une "abondance écologique" pour tous reste possible et nous paraît être la seule solution pour éviter le chaos planétaire. Elle passe par une réduction massive de la durée du travail et l'attribution inconditionnelle d'une allocation universelle permettant d'assurer à chacun un niveau de vie décent. Les outils de cette "révolution" sont :

- l'instauration d'une monnaie de consommation, ne rapportant aucun intérêt, non circulante, émise en quantité proportionnelle aux biens et services produits dans une période déterminée;

- la démocratisation de l'économie par l'instauration de Conseils économiques et sociaux ouverts à tous et fonctionnant suivant le principe de subsidiarité.

Bien sûr, l'actualité ne nous engage guère à l'optimisme, mais des signaux de plus en plus nombreux indiquent que les opinions publiques, un peu partout dans le monde, sont en train d'évoluer.

A titre d'exemple, voici quelques extraits de l'analyse de l'ouvrage¹ réalisée par la section d'ATTAC du Maine et Loire :



Un café pour Socrate

Tant qu'Athènes exerce son hégémonie sur les autres cités la masse croissante d'indigents est entretenue au frais de l'État, mais ce faisant elle exporte sa maladie vers les autres États.

L'esclavage continue de s'étendre et les citoyens démunis sont exclus de la production : pour Platon la cité restera saine en réduisant l'économie marchande, en limitant la quantité de biens produits et le désir de luxe.

Le grand stratège Périclès, inspirateur de l'impérialisme athénien, ne vit pas le danger arriver : la marchandise prodigieuse qu'était la force de travail des esclaves (mécanique et intellectuelle) paupérisait inexorablement les citoyens sous l'effet de la concurrence. La réponse à la paupérisation ce fut l'impérialisme athénien avec les richesses volées aux alliés contraints et, finalement la chute de la grande cité.

La Grèce fut vaincue, Alexandre le nouveau maître eut pour précepteur un élève de Platon. Ce précepteur avait une idée précise sur l'origine de la crise de la démocratie... c'était la chré-

mastistique²... Dans cette pratique, au lieu de faire jouer à la monnaie un simple rôle d'intermédiaire, on en inversait l'usage courant «*la monnaie est principe et fin de l'échange... elle n'a pas de but qui puisse la limiter, car son but c'est la richesse et la possession de valeurs*». Cet observateur avisé qui se mit au service de l'opresseur passa pour un traître... il s'appelait Aristote.

Au XVIIIème, un disciple d'Adam Smith, David Ricardo, tirait la sonnette d'alarme : ce que va produire la mécanisation du travail ne sera pas l'harmonie, ce sera la richesse d'un côté et la misère de l'autre.

A la différence de Ricardo, Marx avait envisagé un autre scénario... l'appropriation par la classe ouvrière des moyens de production... mais Marx n'avait pas pensé que cette même classe serait expulsée du marché avant d'avoir accompli sa mission...

Vers quel XXIème siècle ?

Ce qui est arrivé à la démocratie grecque, nous commençons à le vivre.

La prospérité des démocraties modernes

1. "Un café pour Socrate, comment la philosophie peut nous aider à comprendre le monde d'aujourd'hui," par Marc Sautet, éd. Laffont, 1995.

2. Partie de l'économie qui traite de la production des richesses.

- ● ● dépend du tribut qu'elles lèvent sur les nations qu'elles protègent.

Ce tribut, c'est "l'aide au développement", les intérêts de la dette dépassent de très loin les sommes de plus en plus réduites allouées au pays pauvres : ce sont donc les pays pauvres qui aident les pays riches !!!

Comme à Athènes nous avons nos esclaves, ce sont les robots dont l'utilisation à des fins uniquement mercantiles peut entraîner de grands malheurs. Si nous laissons aller les choses, l'affrontement pour nous se fera à l'échelle planétaire et il sera engendré pour les mêmes raisons qu'il y a 2.400 ans : le refus des nations pauvres de continuer à payer un tribut à la prospérité des nations riches, comme la cité de Délos se révoltant contre Athènes. Mais conséquemment les nations riches n'échapperont pas à une guerre intestine entre pauvres et nantis. Car le processus de paupérisation de la masse des citoyens conduira à la guerre civile. Leur passivité aura des limites comme celle des citoyens d'Athènes... Le démos³ finit par comprendre qu'on l'abusait, lorsqu'il fut contraint d'admettre qu'il subsistait aux dépens des citoyens

3. démos = peuple
(en grec)

4. Li-li = Libéral-libertaire
(en "moderne")

Quant à ceux qui hésitent encore, ils pourront, en lisant le conte "Li - Li"⁴ imaginé par notre ami Paul-Louis Thévenard, se faire une idée de la société qui les attend si le système économique actuel perdure :

L'an 2.100

Sabine et Louis ouvrent les yeux : leur lit vient d'entrer en transes et joue l'hymne européen, il ne s'arrêtera que lorsqu'il sera libéré de leur poids. Les voilà qui sautent dans leur camisole climatisée, avalent leurs pilules, vont jeter un coup d'œil attendri sur leurs deux enfants qui dorment sagement...

Les tramways arrivent. Sabine prend le F 5 X 9. Louis le MR 12. En montant, chacun doit présenter devant la caméra son badge identitaire à 33 chiffres, qui est automatiquement débité : il ne viendrait à l'idée de personne de resquiller, puisqu'en fin de mois, il sera automatiquement rechargé. Le compteur de l'entrée du tramway juge que le véhicule est plein, les portes se ferment automatiquement. Quand le système de pilotage automatique observe que c'est l'heure et que la voie est libre, ça démarre. Depuis que les feux sont synchronisés, il n'y a que très peu de perte de temps aux feux rouges...

Louis va rejoindre ses collègues de travail pour participer au sitting : depuis que les robots ont pris la relève, plus personne n'entre dans l'usine. Personne ne parle, personne ne pense, tous regardent sur un écran géant, une retransmission de la Coupe du Monde d'acrobatie aérienne. Il règne une atmosphère paisible depuis que

des autres cités et qu'il devait les affronter pour préserver ses privilèges !!!

Tant que durera la compétition sur le marché mondial, on ne cessera d'expulser du travail humain; le scénario qu'envisageait Ricardo, celui d'une majorité de citoyens devenue totalement inutile, est à l'ordre du jour. Tout ce que les salariés des pays riches peuvent espérer c'est vendre leur services à des tarifs équivalents à ceux des pays pauvres !

Malgré tout, un affrontement pour la possession des esclaves modernes que sont les machines n'est pas à exclure. Si les propriétaires de nos esclaves refusent de faire travailler les instruments inanimés au profit de tous, ils précipiteront les nations riches dans un affrontement fatal pour la démocratie comme ce fut le cas lors de la guerre du Péloponèse.

Il se peut qu'à l'époque de Périclès le travail des esclaves n'ait pas suffi à assurer le bien-être de chaque citoyen, mais de nos jours la productivité de nos machines est telle qu'il est tout à fait concevable que la majorité des hommes puisse ne pas travailler dans la sphère marchande sans pour autant connaître la misère.

les médias leur ont inculqué qu'ils sont tous solidaires, au sein de la même classe sociale, celle des "non employés".

Quand sonne l'heure du repas, ils vont au distributeur. Les rations sont de plus en plus réduites, mais ce n'est pas la faute du gouvernement : il n'a plus d'argent ! La monnaie qui circulait autrefois est restée dans les filets des entreprises qui l'ont gardée, puisqu'elles ne distribuent plus de salaire. Et, comme ces entreprises n'ont personne à qui vendre, elles ne font plus de bénéfice, donc ne sont pas imposables. Cependant, le nouveau Gouverneur de la Banque Centrale, brillant économiste issu du PPPRD (Parti Progressiste Populaire Républicain Démocrate), vient d'avoir une idée géniale qui fait rêver tous les citoyens : organiser une "loterie Jupette" pour relancer la consommation. Il y aura 60 % de gagnants, ce qui permettra au gouvernement d'avoir 60 % des voix aux prochaines élections, tout en recréant des classes sociales qui catalysent les mécontentements. Mais il fallait trouver... où trouver de l'argent ? Il s'est souvenu de l'existence d'une Planche à Billets...

Paul-Louis Thévenard.

La démocratie partagée

La démocratie d'aujourd'hui n'est à aucun moment en mesure de contester les choix de ceux qui détiennent et disposent souverainement du sort des autres au nom de ce peuple souverain. Inimaginable inversion des rôles, inadmissible et irritante difficulté d'établir une véritable responsabilité politique des élus à la faveur de laquelle les gouvernants ont toujours pu imposer leurs discours trompeurs, une fiscalité profondément injuste, une économie aberrante.

La situation qui s'est créée ne s'améliorera vraiment que lorsque le pouvoir de faire les lois et les règlements sera réellement "partagé" entre les dirigeants et le peuple, avec la transparence voulue.

Deux objections à cette suggestion. La première est que tout pouvoir politique est incompatible avec une dissémination de pôles de décisions.

Et que dire de l'impossibilité, pour des millions de personnes, de s'exprimer, à la fois, simultanément ? — Qu'occasionnelle et ponctuelle, une collaboration éventuelle du peuple à la conception des lois est, dès maintenant, possible, grâce aux fulgurants progrès des technologies de l'information. Ceux-ci ont balayé toutes les contraintes de temps et d'espace. La circulation de l'information est facile dans les deux sens, du peuple à un ordinateur de réception central et du centre vers la périphérie, pour permettre tous les débats voulus, d'un bout à l'autre d'un pays.

Le fonctionnement du réseau Internet qui couvre la planète entière est la démonstration irréfutable qu'est en train de naître un monde à tous égards différent de celui de nos aïeux, qui ont vu s'installer la démocratie, et de nous-mêmes, il y a peu.

Une démocratie partagée est réalisable, en lieu et place de notre démocratie représentative. Elle viendrait la compléter. Non l'abolir, mais l'accomplir. Dans une telle démocratie, le peuple acquiert le droit de proposer, en son nom, à la société, mais par la voix d'un seul quelconque individu, un sujet de son choix et aussi souvent qu'il ressentirait le besoin de le signaler à l'attention de ses concitoyens.

Dans cette démocratie "partagée", le pouvoir exécutif prendra aussi son inspiration dans les décisions prises par la société même, à l'issue des débats organisés pour répondre aux propositions individuelles. Mais le mode désignation des professionnels de la politique doit y être conservé, car la représentation doit être reconnue et utilisée, pour inscrire l'action politique

dans la durée et la continuité. En contrepartie, n'importe quel citoyen doit pouvoir, dans les limites d'une intervention éventuelle et ponctuelle, demander à la société d'étudier la possibilité d'adopter toute autre disposition que celles qui auront été prises par ses représen-

par Pierre Delpon

tants, ou d'aménager tel espace laissé en jachère par la gestion de ces représentants.

Auront ainsi la possibilité de faire entendre leurs voix, toutes les personnes "physiques" ou "morales" qui voudraient voir prendre par les pouvoirs publics certaines mesures, mais qui n'ont pas accès aux moyens de pression utilisés pour orienter l'activité du législateur. À charge, pour une opinion publique cette fois organisée, et dorénavant véritable instance parallèle au pouvoir législatif, d'apprécier le bien-fondé de ces doléances.

Il est bon qu'une délégation de pouvoir ne relève pas uniquement d'un mandat impératif dans un cadre limité. Ceux qui bénéficient de cette délégation devraient travailler sous le regard critique du peuple qui délègue, avec la possibilité, pour ce dernier, d'intervenir quand il le juge indispensable.

Cela n'est pas possible en démocratie représentative. Et pourtant il s'agit du droit de tout être humain exempt d'incapacité juridique ou psychologique, de décider de son sort d'une façon pleinement responsable.

La seconde objection est qu'on ne peut espérer que le contenu de cette cacophonie pourrait servir de remède aux impuissances de la démocratie. Elle n'a plus aucun fondement aujourd'hui. La société a évolué, l'instruction générale et l'information sont plus performantes (quoique qu'insuffisantes par rapport à ce qu'elles pourraient être), et d'un niveau plus élevé que ce qu'aux origines de la démocratie... ou même qu'il y a une trentaine d'années...

De plus, dans le cadre d'une pareille démocratie se sentiraient incités à intervenir des hommes et des femmes qui, aujourd'hui isolés et écartés des débats, malgré leur expérience et leurs compétences, restent ignorés du grand public. Ils s'impliqueraient spontanément dans les échanges d'idées qui deviendraient monnaie courante. S'ensuivra une véritable émulation à participer à l'effort global et à l'émancipation de la collectivité. Ce formidable outil de culture aura pour premier avantage de convier les hommes et les femmes de toutes conditions à s'instruire directement, en profondeur, des réalités et de les amener à plus de conscience de leurs responsabilités.

- ● ● Une troisième objection pourrait être formulée : ce droit de "proposer" ne conduira-t-il pas le peuple à harceler les dirigeants, à les détourner de leurs travaux, au point de rendre le pays complètement ingouvernable ? Mais on ne voit pas pourquoi un débat populaire conçu pour se tenir en dehors du cadre formel de tous les pouvoirs officiels, interdirait à ceux-ci d'assurer leur tâche. Ce serait pour la démocratie actuelle une chance de guérir de ses décalages par

Un lecteur nous transmet
la lettre qu'il joint
à ses dons aux organisations charitables :

"Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée" V. Hugo.

Don ou mauvaise action ?

La collecte des dons n'est pas une fin en soi. Vous le savez, vos généreux donateurs ont ras-le-bol de vos relances intempestives ! En adressant des chèques, je fais certes un geste de solidarité (il faut faire face à l'urgence), mais en même temps et indirectement, je participe à la survie d'un système obsolète et odieux qu'il faut dénoncer.

La charité, l'humanitaire, sont devenus partie intégrée et intégrante du système économique actuel, inhumain, voire diabolique. Résultat : de plus en plus de pauvres et de plus en plus d'exclus !

La mise en marge de populations entières est une conséquence logique du processus économique néo-libéral en vigueur ! Le pouvoir réel est monopolisé par la finance internationale et les politiques ne peuvent plus viser à une efficacité réelle. Reste alors à mobiliser l'opinion publique pour la défense des droits des gens...

Vous, dévoués et généreux responsables d'associations, vous avez une place de choix : informer objectivement vos donateurs pour faire évoluer les mentalités face au Veau d'Or et à la notion archaïque du travail (de plus en plus confié aux machines). Commencez par démystifier la monnaie, invention des hommes, pour libérer l'économie du carcan monétaire, et l'homme de l'économie mercantiliste.

Quel sera l'impact de ce papier ? Je l'ignore. Octogénaire, je ne me fais pas d'illusion. Changer les mentalités face aux mysticismes millénaires de l'argent et du travail est une œuvre de longue haleine. Courage et ténacité. A bon entendeur salut !

Roger Lobertréau.

rapport aux règles élémentaires de logique et de justice. L'enjeu est la reconnaissance du droit pour tous d'exister en qualité de citoyen pleinement libre de décider de son sort, au sein de la Cité qu'il a choisi d'édifier avec les autres.

En démocratie partagée, l'opinion publique est auteur et acteur de ses propres débats, dotée des moyens de les organiser elle-même. Il faut créer des structures réservées à cette expression, à tous les niveaux de la vie politique et sociale. Ces tribunes doivent être nombreuses pour répondre aux besoins. Ainsi, dans un premier temps, toute proposition, une fois enregistrée par une tribune d'accueil (réception subordonnée à des critères élémentaires) est publiée dans la zone d'influence concernée, géographique ou thématique.

Dans une deuxième étape, cette proposition est acheminée vers une tribune de débat ouverte à tous pour être débattue entre toutes personnes désireuses d'en discuter.

La troisième étape est l'adoption ou le rejet de la proposition par des tribunes de vote accessibles à toutes les personnes intéressées.

Un réseau de communication analogue à Internet pourra, au début, permettre l'économie de bâtiments. Mais il est souhaitable de donner au peuple la possibilité de se rencontrer physiquement, dans des locaux appropriés et de disposer d'une chaîne de télévision spécialisée dans la retransmission des débats. La télévision numérique vient à point pour cela.

Il faut assurer la formation d'un corps professionnel d'animateurs pour mener ces débats en évitant désordres et débordements. Les tribunes devront être gérées par un personnel capable de garantir la diversité des points de vue. Ces animateurs et gestionnaires des tribunes seront recrutés sans autre condition que la capacité juridique nécessaire au statut de citoyen à part entière, elles seront contactées à tour de rôle et libres d'accepter ou de refuser cette mission, dont la durée sera réduite pour éviter toute accoutumance. Pour obtenir un changement continu des titulaires, tous les services seront renouvelables, mais les mandats des uns et des autres ne seront pas renouvelables avant un temps minimum. Tous ces emplois doivent être rémunérés.

On pourrait distribuer à tous les citoyens une carte électronique individualisée, compatible avec les minitels de la dernière génération (certains sont déjà installés chez des particuliers). Le parc des minitels publics devrait être beaucoup augmenté et d'accès gratuit. On pourrait connaître le résultat des votes pratiquement en temps réel.

Pour empêcher que des propositions contradictoires se suivent à intervalles rapprochés, c'est la décision du vote populaire acquise à la majorité absolue, après débat, qui prévaudra.

Aux professionnels, élus, la responsabilité de diriger le navire du pays à long terme, la "navigation politique au long cours".

Aux citoyens, la navigation "côtière", la faculté de régler des questions de détail, au coup par coup, ils auront pour cela accès aux sources d'informations spécialisées auxquelles ont recours les élus, mais ceux-ci n'auront pas accès aux tribunes d'expression des particuliers.

En démocratie partagée, tout citoyen pourra demander au corps social d'interdire le cumul de certains mandats, mais à aucun titre il ne pourra remplacer l'élus chargé de la gestion de ces mandats.

C'est un véritable contre-pouvoir, et pas seulement théorique, que permet cette démocratie partagée.

Les élus et le peuple, œuvrent de concert dans une démocratie infiniment plus accomplie que l'actuelle, et confiée ainsi à la garde des uns comme à celle des autres.

Une fois admis les trois principes fondamentaux et indissociables, de l'économie distributive (la garantie à vie d'un revenu décent assuré à tout citoyen, un devoir de participation pour celui-ci, l'ensemble étant géré à l'aide d'une monnaie de consommation), toute l'organisation de la société est transformée et son évolution relève du débat politique.

Débarassé de l'obsession de l'argent, ce débat démocratique est difficilement imaginable dans le contexte actuel où les mentalités sont façonnées par le souci de rentabilité. Nombreux sont pourtant nos lecteurs qui veulent déjà l'amorcer :

En lisant les résumés des thèses de la Grande Relève, notamment la partie qui concerne le contrat civique, une phrase a retenu mon attention : «En proposant sa contribution, chacun définit ainsi les investissements dont il a besoin et, éventuellement, il estime et justifie le supplément de revenu personnel qu'il en attend».

Cette phrase laisse entendre que ces revenus personnalisés pourraient connaître des valeurs inégales en fonction de débats entre prestataires et membres des conseils. Ne peut-on craindre que l'obtention de ce surplus de revenu fasse l'objet de marchandages, de dialogues de commerciaux où les plus habiles, ceux qui sauront mieux "se vendre", se feront la meilleure publicité, réussiront de la sorte à obtenir davantage ?

Ce genre de procédé rappelle ceux qui sont employés aujourd'hui dans toutes les transactions commerciales basées sur le système capitaliste.

La justification de cette inégalité m'apparaît douteuse en Économie distributive car elle devrait s'appuyer sur des arguments issus de l'état d'esprit "libéral" comme les notions de mérite, de rareté du service rendu ou du produit proposé, ou encore la qualité reconnue par la "clientèle".

Jacques Duboin a toujours prôné l'égalité économique¹ et il dit si justement : « Quand on dissocie le travail de sa rémunération, un dilemme se pose : l'égalité ou l'arbitraire ».

L'idée, comme quoi « la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement » qui figurait dans les résumés des thèses en 97, ne m'apparaît pas un argument suffisant à l'établissement d'une telle concession, d'une transition préservant les esprits. (Pourquoi en 98, dans l'encart intitulé "Avez-vous déjà pensé à ceci ?" cette idée de transition n'apparaît plus, laissant à penser l'instauration dans les thèses d'une distribution inégalitaire des revenus ?).

Si l'Économie distributive veut s'accompagner d'idées philosophiques sur lesquelles ses règles pourront s'appuyer, ne doit-elle pas tirer un trait sur le culte du moi lié au libéralisme ?

Accorder du crédit à une notion issue d'un autre âge, n'est-ce pas lui offrir une place dans la nouvelle organisation ? S'il fallait attendre une évolution des mentalités pour espérer un changement dans la société, rien n'aurait évolué depuis le Moyen Âge.

L'humain est avant tout un être qui s'adapte. N'est-ce pas sa principale force depuis qu'il existe sur cette planète ? Les nouvelles orientations, les nouvelles

civilisations sont imposées à l'immense majorité, soit par la "nécessité historique", soit par une poignée d'hommes.

« Les sceptiques diront : une nouvelle civilisation ? Commençons par refaire les hommes !

Mais comment les refaire sans changer le milieu ? Ne sommes-nous pas tous les hommes de notre milieu ? En le changeant, le comportement des hommes se transforme à son tour¹. .

En persévérant à diffuser l'information de l'établissement d'une différence de revenus en fonction de justificatifs arbitraires*, il semble probable qu'une nouvelle hiérarchie sociale s'instaure en élaborant une échelle de valeurs parmi les types de "services sociaux" réalisés.

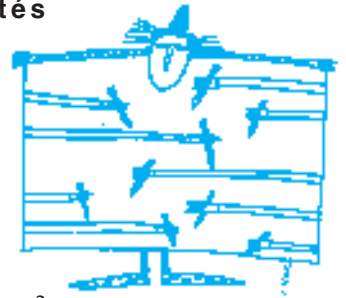
S'il apparaît que chacun est dirigé par un instinct de dominance qu'il cherche à assouvir dans la gratification, d'après les travaux d'Henri Laborit, cette tendance ne justifie pourtant pas le privilège. Pour reprendre les conclusions de l'article sur la "motivation au travail"², la motivation intrinsèque de cette dominance n'est que le besoin d'affirmation sociale, celui de trouver sa place et son utilité au sein du groupe.

La motivation extrinsèque, par l'attribution d'un privilège, réduit le plaisir et produit la dépendance, d'où la crainte de perdre cet avantage lié à l'idée de compétence reconnue. L'article montre que toute récompense externe s'accorde mal avec l'esprit du contrat civique.

De plus, au niveau de l'individu, rien ne justifie la revendication d'un privilège si ce n'est l'effet d'un conditionnement externe. "Chacun n'est rien sans les autres" dit Albert Jacquard. En effet, qui sommes-nous sans l'apport informationnel des autres ? Absolument rien. Si certains pensent que le code génétique marque la différence d'un individu avec les autres, encore faudrait-il qu'il soit responsable de ses chromosomes pour en revendiquer un mérite ! Car, d'où proviennent-ils, sinon de ses ancêtres qui, pour lui, sont encore des autres ?

Ainsi, les qualités personnelles dont chacun peut être affublé ne sont qu'adaptations adéquates du cerveau à des conditions extérieures imposées, adéquation entre génétique, culture et conditions sociales du moment.

En conséquence, comment réclamer un privilège, une distinction, pour ce qui n'est nullement issu de notre responsabilité ? Le culte du moi ne doit-il pas disparaître avec le système libéral avec lequel il est associé ?



* NDLR
Tout tient dans ce mot "arbitraire". Dans la proposition citée en référence il n'y a pas d'arbitraire mais un débat entre les gens concernés.

1. Jacques Duboin, *Les Yeux ouverts*, p. 125-128

2. GR-ED 986, p. 9

● ● ● Ce qui importe à un système distributif, c'est que la totalité des êtres humains soient matériellement satisfaits. Ce qui importe à l'individu, c'est qu'il soit reconnu utile au groupe ou à la société, qu'il s'y sente intégré.

Une société cherchant à banaliser le matérialisme, par l'adoption de l'abondance, ne peut logiquement instaurer une gratification individuelle par un privilège matérialiste.

Soit l'exemple d'un boulanger qui, réalisant un produit de qualité, connaît le succès et jouit d'une forte "clientèle". En s'appuyant sur les thèses du Contrat civique, il peut donc justifier d'un surplus de revenu par rapport aux autres boulangers moins habiles, puisqu'il rend davantage de services en satisfaisant un grand nombre de personnes.

Seulement, ne pouvant travailler plus que sa résistance physique lui impose, il ne pourra, à lui seul, satisfaire tout le monde. Ainsi, nombreux seront les frustrés qui ne pourront pas se servir chez lui. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Or, ce boulanger, reconnaissant que son savoir ou son idée "géniale" n'est que le fruit par son intellect d'une synthèse de toutes les idées des autres (dans le domaine de la pensée, la génération spontanée n'existe pas non plus) aura le souci de divulguer ses réflexions et réalisations pour le plus grand profit des autres professionnels et de tous les consommateurs.

La rétribution de ce boulanger "génial" c'est qu'il aura été reconnu comme le découvreur d'un procédé utile pour tous. Satisfaction morale ; mais n'est-elle pas celle qui est réellement attendue par chaque individu ?

Si la distinction entre individus est nécessaire, n'est-ce pas par la reconnaissance des compétences de chacun qu'elle doit s'établir, en utilisant celles-ci dans des rôles utiles et gratifiants socialement. En économie distributive s'appuyant sur l'abondance, la possession matérielle, le "pouvoir d'achat", n'ont rien à voir avec la distinction sociale.

Jusqu'à présent, l'humanité plongée dans la rareté réelle ou artificiellement réalisée, culturellement conditionnée par la compétition matérielle, s'est vue affublée, suivant un vers de Plaute, de la formule lapidaire «L'homme est un loup pour l'homme».

Ce qui traduit fort bien les relations humaines liées au commerce et promulguées aujourd'hui par la "pensée unique". Hobbes, en philosophe nuancé, a su adjoindre la formule symétrique : «L'homme est un dieu à un autre homme» et Bergson en déduit : «la seconde maxime concerne quelque compatriote, l'autre concerne les étrangers».

Ceci pour dire que la méconnaissance de l'autre, l'ignorance de nos besoins réels et de nos aspirations

nous amènent par la crainte de l'inconnu, à réagir comme en période de rareté, par la compétition et le réflexe de se garantir une sécurité matérielle, un privilège.

Par contre, l'abondance appliquée supprimant toute raison de compétition et la notion d'étranger disparaissant grâce à l'uniformisation de l'information (ce qui n'exclut pas les différences culturelles mais permet la re-connaissance de l'autre), il apparaît que la seconde maxime trouvera alors une place prépondérante comme définition des rapports humains.

Dans ces conditions, la notion de privilège artificiel n'aura plus lieu d'être.

Alain Lavie

* * *

Un petit mot concernant la vente de la voiture de R.J. Pavillons à un voisin¹. Soit vous donnez la voiture qui ne vaut plus grand-chose et ça risque fort d'être un cadeau qui coûtera cher (voire le vie) à l'acquéreur. Soit vous la lui vendez et il risque en outre de se faire arnaquer sur la vente. Ce faisant, vous ne changez rien au système "libéral" ni à sa mentalité... FREUDlatée. Et vous faites avorter l'économie distributive aussi sûrement que l'URSS s'est effondrée : même si ses écarts de revenus n'étaient que de 1 à 3 (1 à 50 aux États-Unis et 1 à 76 en France) c'était encore trop pour instaurer la fraternité.

Pour en arriver là (à l'authentique communisme donc) il n'y a qu'une seule solution : la stricte égalité des revenus, et pas à la saint glinglin... dans les cinq ans par exemple. Se poserait le problème d'une certaine rotation des tâches et des allègements d'horaires pour travaux pénibles et salissants... mais rien d'insurmontable et l'abolition de la propriété... jusqu'à l'appareil photo et l'ordinateur.

Pour ce qui concerne la voiture, elle serait la propriété de la collectivité qui la louerait au particulier et prendrait en charge les réparations d'usure normale ; le locataire aurait à sa charge l'entretien courant et les dégradations de son fait. Les bricoleurs amoureux de mécanique pourraient se faire plaisir au garage du pays ou du quartier où ils trouveraient outils et accueil. Il existerait bien sûr un éventail de modèles pour satisfaire les différents goûts ou/et ceux qui préféreraient investir dans la voiture plutôt que dans le cinéma ou les vacances.

J.B.,

RÉPONSE. En ce qui concerne la voiture, ce qui est proposé ici est bel et bien ce qui est décrit dans le livre de M-L Duboin, *Les affranchis de l'an 2000*. Pour certains outils qui servent peu souvent, le bon sens veut qu'ils soient mis en commun. Pour des

1. GR-ED 989, p. 14.

RAPPELONS À NOS FIDÈLES ABONNÉS QUE LA DATE D'ÉCHÉANCE DE LEUR ABONNEMENT EST SOIGNEUSEMENT PORTÉE SUR LA BANDE D'ENVOI DE LEUR JOURNAL, SOUS LEUR ADRESSE, EN DERNIÈRE LIGNE ET À DROITE. POUR NE PAS LES BOUSCULER... ET POUR NOUS ÉVITER L'ENVOI DE CARTES DE RAPPEL, NOUS CONTINUONS À LEUR FAIRE LE SERVICE PLUSIEURS MOIS APRÈS ÉCHÉANCE. NOUS LES REMERCIONS D'EN TENIR COMPTE, SOIT POUR RÉGLER À TEMPS, SOIT POUR NOUS PRÉVENIR S'ILS NE SOUHAITENT PLUS RECEVOIR LE JOURNAL.

objets fragiles, plus personnels, ceci est envisageable également, mais faut-il l'imposer ? Aux gens concernés d'en décider.

Quant à l'égalité absolue des revenus, qu'il paraît impossible de faire admettre aujourd'hui, nous sommes persuadés que le débat démocratique y mènera, au bout d'un certain temps, quand les mentalités auront évolué parce qu'elles seront dans un autre contexte économique et social.

* * *

La Grande Relève doit continuer à vivre car ce mensuel n'est comparable à aucun autre. Depuis 28 ans, il me fait passer un bon moment et je ne m'en lasse pas. Je regrette seulement de perdre ma vie à la gagner et de ne pas disposer d'un temps suffisant pour mieux vous aider à faire connaître l'économie distributive. Je continue cependant mon travail dans l'ombre en ne manquant jamais d'en parler quand l'occasion s'en présente. Et je sens bien, à l'intérêt suscité, que notre utopie est bien proche d'être réalisable, même s'il faut encore attendre.

J.E., Cognac

* * *

Jai trouvé excellentes vos analyses sur l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, parce qu'il faut mettre l'accent sur le côté sordide qu'elle camoufle... Il faut se remémorer cette réflexion de De Gaulle à un de ses proches « si un jour les Américains se retrouvent seuls, leur impérialisme sera vecteur de domination et il sera plus dangereux que ne l'a été l'URSS. » Le but des Yankees est d'avoir la maîtrise du pétrole venant du Caucase : des travaux devaient l'amener en passant par les Balkans, et le régime de Milosevic les gênait. La purification ethnique est dégueulasse, et pourtant, comme le rappelle J. Auribault quand il fait allusion au Cambodge : il n'y a pas eu la moindre réaction Américaine à l'époque de Pol Pot... Mieux, lorsque les Vietnamiens sont entrés au Cambodge, ces mêmes Américains ont reconnu le régime de Pol Pot qui avait un siège à l'ONU, quand les Kurdes ont été gazés par l'armée de S. Hussein, de réaction, point etc. ! Alors, qu'ils cessent de s'ériger en modèle de démocratie !

L.G., Paris

* * *

Militant, entre autres avec AC ! et les "Alternatifs", 52 ans et RMiste depuis bientôt 18 mois (depuis mon retour de 5 ans en Ukraine hors cotisations) et nonobstant quasiment 25 ans de cotisations régime général et cadre, j'ai eu l'occasion de lire votre numéro 989 sur les retraites. Bravo

pour cet excellent dossier. Il nous concerne tous... bien que, précaires de plus de 50 ans, l'avenir me semble plus ou moins gris... voire gris foncé. Ce n'est malgré tout pas une raison pour baisser les bras !

Dans ce numéro, vous mentionnez un tract réunissant plusieurs articles sur le problème des retraites, serait-il possible d'en obtenir... un exemplaire pour diffusion ? L'échange étant toujours profitable... vous trouverez ci-joint le manifeste des chômeurs et précaires Rhin Supérieur/ Oberrhein - première association de ce type, trinationale - présentée aux médias en mai dernier. La création d'une association ayant pour nom "VETO" a suivi, elle draine principalement les chômeurs et précaires du Haut-Rhin, du "Bâlais" et du "Fribourgeois". Suivra, à la rentrée, la mise en place d'une plateforme politique... et, rêvons quelque peu, la création d'un Syndicat trinational des chômeurs et précaires Rhin Supérieur/ Oberrhein.

P.P., Lutterbach.

* * *

Je vous ai écrit il y a peu de temps pour résilier mon abonnement dont l'échéance est en septembre, et cela me fend le cœur de ne pas continuer à soutenir un journal que je ne lis plus parce que je suis trop convaincu. Aussi je vous joins un chèque pour que vous continuiez à m'abonner et je vous souhaite bon courage pour continuer la lutte.

M.Q., Neuil

PS Je ne sais ce que c'est que ATTAC, pouvez-vous me le dire ?

RÉPONSE. Vous voyez que même convaincu, vous avez intérêt à nous lire... Nous avons expliqué ce qu'est ATTAC dès avant sa création officielle, en juin 1998 (N°978), proposé à votre signature leur pétition nationale, très importante (N°985, 986, 987); et le dossier sur les retraites de notre N°989, que nous avons fait avec l'aide de notre section locale d'ATTAC, est très utile pour déjouer "l'intoxication" que font courir les compagnies d'assurance à propos des retraites...

* * *

Avec tous mes encouragements... J'apprécie votre soutien à ATTAC et souhaite un effort du même genre vis à vis de tous les mouvements novateurs allant dans le sens d'une (r)évolution nécessaire, je pense en particulier à «Citoyens du monde» (comment peut-on ne pas être d'accord avec ce mouvement ?)

G.C., St Créac.

RÉPONSE. Et nous sommes bien d'accord !



•
mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par Jacques DUBOIN

•
directrice
de la publication :
Marie-Louise
DUBOIN

•
rédaction :
les abonnés
qui le souhaitent,
tous bénévoles.
Les manuscrits
sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas retournés.

•
GRAPHISME :
A.-L. WITSCHGER
•
Impression : ARTIS
•
Commission paritaire
N° 57434

•
ISSN 0398-2076
•
Diffusé par les N.M.P.P.

La Grande Relève, mensuel de réflexion socio-économique vers
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

La Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E

par avion, nous consulter

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N° **13 402 39 M Paris**
ou
par mandat ou chèque bancaire
B P 1 0 8
78115 LE VÉSINET Cédex

A bonnés, même si vous ne cherchez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions, établi selon vos observations, un palmarès des adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence, en vous recommandant de leur apporter votre clientèle. Et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela. Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse... qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

NOS LECTEURS

RECOMMANDENT :

- *Maison de la presse, 06000 NICE,*
- *Point H, gare SNCF, 06000 NICE,*
- *Au fil des mots, (M.Blanchet),*
29 rue Bernard Palissy, **47300 VILLENEUVE SUR LOT,**
- *Maison de la presse, 66400 CÉRET,*
- *Le cheval dans l'arbre, bd Mal Joffre, 66400 CÉRET,*
- *Au Moulin à papier, (G. Labbez),*
44 Cours Richard Vitton, **69003 LYON,**
- *La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffre, 69007 LYON,*
- *Librairie Parallèle, 47 rue Saint Honoré, 75001 PARIS,*
- *Publico, 145 rue Amelot, 75011 PARIS,*
- *kiosque Rémy Castanier, Galerie Mayol, 83000 TOULON,*
- *presse-lib-papet. Centre Comial la Rode, 83000 TOULON,*
- *kiosque 19 av. De Lattre de Tassigny, 83000 TOULON.*

BIBLIOTHÈQUES RECEVANT LA GR-ED

FRANCE :

- 44041 NANTES *15 rue de l'Héronnière*
- 75006 PARIS *78 rue Bonaparte*
- 75014 PARIS *Mairie du XIV ème*
- 76400 FÉCAMP, *5 rue Théagène Boufart*
- 92000 NANTERRE *2 rue de Rouen*
- 92000 NANTERRE *6 Allée de l'Université*
- 92100 BOULOGNE *Mairie*
- 97489 SAINT DENIS DE LA RÉUNION, *Université*

BELGIQUE :

WAVRE *Bibliothèque Lefevre, Chaussée des Nerviens, 25.*

SUISSE :

1211 GENÈVE *Palais des Nations, Bureau 56*

BON DE COMMANDE À REMPLIR, DÉCOUPER ET ENVOYER AU JOURNAL :

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

- ... exemplaires de la *Grande Relève* N°....., à ... F l'un, soit F
- ... exemplaires de *Kou l'ahuri, par J.Duboin*, à 65 F l'un, soit F
- ... exemplaires de *Les affranchis de l'an 2000, par M-L Duboin*, à 110 F l'un, soit F
- ... exemplaires d'*Un Socialisme à visage humain, par A. Prime*, à 25 F l'un, soit F
- ... exemplaires de la bande dessinée *Et si on changeait ?* à 25 F l'une, soit F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELÈVE, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM, **M**.....

NOM,

ADRESSE

EN CARACTÈRES

D'IMPRIMERIE

ET SIGNATURE